



La réforme des retraites ne passe toujours pas !

09/02/23

Approfondissons et étendons la mobilisation Manifestons ce samedi à Paris ! 13h Place de la République

La manifestation du mardi 7 février a encore été massive. La cortège de Renault-Lardy a manifesté à Paris aux côtés de celui de Renault-Flins.

Ce samedi 11 février, de nouvelles manifestations sont prévues partout en France.

Une aura lieu à Dourdan (RDV 10h30 devant la gare) et une autre à Paris à partir de 13h (République-Nation).

La CGT, la CFE-CGC et SUD-Lardy vous invitent à y participer massivement. Si vous souhaitez nous retrouver dans les cortèges, inscrivez-vous à la descente du restaurant d'entreprise ce midi ou envoyez un mail à cgt.lardy@renault.com



L'opposition à la réforme est largement majoritaire, notamment chez les actifs. Les manifestations du 31 janvier sont, d'après les chiffres mêmes du ministère de l'Intérieur (1,272 million de manifestants), les plus élevés jamais comptabilisés pour une mobilisation contre une réforme d'un gouvernement : plus qu'en 1995, plus qu'en 2003, plus qu'en 2010, etc.

Mais cela ne suffit pas à faire bouger un gouvernement complètement sourd à ce mouvement de fond qui s'est levé. Il va falloir étendre et approfondir le mouvement. Il faut que les salariés déjà mobilisés convainquent leurs collègues, leurs amis, leur famille, leurs voisins de nous rejoindre dans la lutte. Car, il ne s'agit pas « juste » d'une réforme anodine. Il s'agit d'une étape décisive : l'acceptation d'une nouvelle régression sociale dans un contexte où le système économique nous mène droit dans le mur ou le début d'une réaction déterminée du « monde du travail » apte à imposer de nouvelles conquêtes sociales.

Alors, discutons le plus massivement possible, partageons les informations à notre disposition, organisons-nous à l'échelle des entreprises et de nos lieux de vie pour constituer une force qui peut gagner.

Ci-dessous, quelques informations glanées ces derniers jours :

Le mirage des 1200 euros « garantis » pour une retraite complète...

Le seul argument que le gouvernement avance pour justifier de la « justice » de sa réforme, c'est la « garantie » d'une retraite à 1200 € pour ceux qui auraient une retraite complète. Mais c'est de la poudre aux yeux. Nous vous engageons à écouter le débat sur France Inter où l'économiste Mickaël Zemmour démonte extrêmement clairement l'argument (lien ou QR-code).

Il s'agit d'une revalorisation de quelques dizaines d'euros par mois pouvant aller jusqu'à 100 € maximum (dans le contexte de l'inflation, on sait ce que ça veut dire...) et pas du tout d'un minimum à 1200 €, même en cas de carrière complète.



<https://twitter.com/franceinter/status/162286770535834>

L'exemple suédois... à ne pas suivre d'après ceux qui l'ont appliqué !

L'ancien directeur général de la Sécurité Sociale suédoise, qui a mis en place le recul de l'âge de la retraite à 65 ans dans son pays, a expliqué qu'il s'agissait d'un échec.

Karl Gustaf-Scherman a même déclaré qu'il avait un message pour Emmanuel Macron : « *ne recopiez pas le modèle suédois* » !

Le résultat : paupérisation des retraités avec des pensions qui ont baissé puisque les salariés ne tiennent pas jusqu'à 65 ans...

<https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/ne-recopiez-pas-le-meme-modele-macron-mis-en-garde-par-l-homme-qui-a-porte-la-retraite-a-65-ans-en-suede-av-202301220221.html>



Après les élections Lardy de 2023 : S'organiser pour construire un véritable contre-pouvoir

L'abstention s'est invitée à ces élections. C'est la 1^{ère} fois qu'il y a un score aussi bas en participation, même si elle reste plus importante qu'au Technocentre. Difficile à interpréter mais probablement en lien avec climat délétère que fait régner la direction dans l'entreprise. Des salariés de plus en plus démotivés, désabusés et détachés de ce qui s'y passe, repliés sur eux-mêmes, parfois isolés par un recours massif au télétravail. Ce n'est clairement pas un bon signe, ni pour la capacité à réagir collectivement ni pour les risques d'isolement dans une situation anxiogène. Au niveau des résultats, la CGT progresse au 1^{er} collège, recule au 2^{ème} collège et se maintient au 3^{ème} collège. Au global, c'est une baisse de la CGT et une augmentation de la CFDT qui font aujourd'hui une égalité de la représentativité. (34,72% CGT et CFDT, 25,54% CFE/CGC, SUD à 3,67% et FO à 1,34%).

Les élus CGT au CSE

1 ^o coll Titulaire	1 ^o coll Suppléant
AKARKAOU Youssef	AMIARD Cyril
2 ^o coll Titulaire	2 ^o coll Suppléant
RIGAUD Marc	RAYMOND Vincent
NEGRERIE Hélène	CORMIER Gilles
BACHETTA Bernard	LE GUERN Jean-Christophe
ZUCALLI Christophe	MOITY Laurent
LHULLERY Mickael	CHAUVIN Julien
3 ^o coll Titulaire	3 ^o coll Suppléant
GRIMALDI Florent	LE BOITE Florence
	GARDILLOU Laurent

Les postes de responsabilité au CSE.

Sur le principal poste de responsabilité, le secrétaire du CSE, la CGT n'a pas de position à géométrie variable. Nous ne changeons pas en fonction d'alliances ou d'opportunités. De tout temps, nous avons dit que ce poste de responsabilité devait revenir à l'organisation qui recueillerait le plus grand nombre de voix. A égalité de votes chez les titulaires, avec les suppléants la CFDT arrive en tête, nous n'avons pas de légitimité pour ce poste, respectant en cela le vote des salariés et nos positions exprimées et appliquées depuis des décennies.

Le 2^{ème} poste de responsabilité est celui du secrétaire adjoint du CSE. En tant que deuxième organisation du site, la CGT revendiquera le poste qui a, en plus, de l'importance dans la CCSCT puisque le secrétaire adjoint du CSE y a une voix prépondérante. La CSSCT est une instance qui a été particulièrement négligée suite à l'alliance CFDT/CFE-CGC qui nous a écartés en 2019 de l'ensemble des responsabilités du CSE : nous pensons qu'elle doit être remise à niveau. Afin de respecter le vote des salariés, nous pensons également que le poste de trésorier devrait revenir à la CFE-CGC. Cela permettrait un équilibre de responsabilités au CSE représentatif des résultats des élections.

2 commissions de proximité de 9 élus vont être mise en place en respectant les résultats des élections (7 CGT, 7CFDT et 4 CFE-CGC). La CGT revendiquera un poste de rapporteur.

Cette campagne électorale aura eu le mérite de faire la clarté sur les différentes positions des organisations syndicales. Deux options bien différentes ont pu être exposées aux salariés. Derrière le slogan « *s'imposer sans s'opposer* », la CFDT pense qu'il faut laisser la direction « *dormir sur ses deux oreilles* ». Plus grave, des rumeurs inventées de toutes pièces ont circulé : « si Alpine a refusé de venir à Lardy, c'est parce qu'elle a peur d'être associée à des grèves et des actions de la CGT-Lardy ». Il faudrait ainsi ne pas effrayer la direction, ne pas revendiquer trop fort le maintien des emplois, des investissements et un véritable plan de reconversion pour tous... Leur solution, ce serait d'amadouer Gilles Le Borgne en accompagnant ses décisions au travers d'E-Lardy, une commission dont la moitié des syndicats du site sont exclus et qui pour le moment a surtout validé les choix de la Direction dont celui de continuer à baisser les effectifs de -215 à -295 salariés d'ici 2026. L'annonce par la direction d'un « *campus EV* » à Lardy, à 3 jours des élections (un hasard ?), peut ainsi être annoncée comme une grande victoire de la CFDT, qui aurait porté cette revendication depuis plusieurs années. Mais où, quand, comment ? Personne ne le sait.

L'autre option, c'est celle que nous défendons depuis plusieurs années. Ne pas tomber dans la résignation, exprimer collectivement nos revendications, construire un rapport de force et un véritable contre-pouvoir pour les faire aboutir. Et c'est cette option qui a changé la donne à partir de début 2022, après 3 années de complet mutisme et flou entretenu par la direction. La mobilisation pour la défense des emplois de Lardy a pris corps autour du collectif MERL qui a alerté la presse, les élus locaux, les pouvoirs publics, avec comme point d'orgue la mobilisation du 2 juin 2022 devant le centre de Lardy.

Ne croyez pas ceux qui répandent la peur en vous disant qu'il ne faut pas « *faire de vagues* » pour défendre vos emplois et vos reconversions. Si le site de Choisy a fermé, est-ce parce que les salariés y ont manifesté trop fort leur mécontentement ? Même chose pour les salariés d'ACI Villeurbanne dont le site a été fermé et déplacé à Meyzieu avec 2 fois moins de salariés ? C'est lorsqu'il n'y a justement pas de réaction collective que les choses peuvent finir ainsi !

Pour la CGT pas question de baisser les bras. Les annonces actuelles de la direction pour le site de Lardy ne sont pas suffisantes : ni en termes d'effectifs (en baisse de 200 à 300 d'ici 2026), ni en termes d'investissements, ni en termes de postes créés sur de nouvelles activités, ni en termes de reconversions. En votant CGT ou SUD, plus de 230 salariés ont marqué leur désapprobation avec les choix et les politiques de la direction. Ils ont clairement indiqué qu'ils ne baisseraient pas la tête et représenteraient une force importante. Dans cette campagne, des salariés se sont impliqués, se sont syndiqués pour renforcer la CGT. Face à ce qui nous attend (division du site Ampère/Power, filialisation d'une partie des salariés dans Ampère, nouvelle convention nationale de la métallurgie), il faut être encore plus nombreux et encore plus mobilisés pour construire un véritable contre-pouvoir face à la direction afin d'assurer des emplois et des reconversions à tous les salariés de Lardy. Sur les questions générales des salaires et des retraites également, nous avons besoin de nous unir et d'agir. Les mobilisations actuelles et futures ont besoin de salariés motivés et combattifs : participez-y !

Venez renforcer la CGT en vous syndiquant !